



Archives du
Communisme
en Belgique

Albert Marteaux (1886-1949)

GOTOVITCH, José

2017, 11 pages

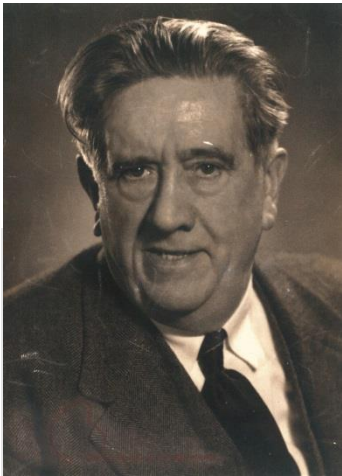
Article disponible en ligne à l'adresse :

< http://www.carcob.eu/IMG/pdf/biographie_albert_marteaux.pdf >

Pour citer cet article :

Référencement : GOTOVITCH José, *Albert Marteaux (1886-1949)*, Bruxelles, CARCoB, 2017, [en ligne], < http://www.carcob.eu/IMG/pdf/biographie_albert_marteaux.pdf >, (date de consultation).

Marteaux, Albert (1886-1949)



MARTEAUX, Albert, né à Bruxelles le 26 janvier 1886, décédé le 15 mai 1949, médecin, conseiller communal de Bruxelles, député POB, député et ministre communiste.

Albert Marteaux est né rue Blaes, dans le quartier populaire des Marolles, au sein d'une famille ouvrière. Le père, Frédéric Marteaux (1857) est ouvrier bijoutier, la mère, Jeanne Demarrée (1857) est brodeuse d'or, sans doute illettrée. On y comptera jusqu'à huit enfants, dont trois décèdent en bas âge. Le père a une lointaine parenté avec Jean Volders, mais on ne lui connaît aucun engagement politique ni syndical. Il reste que les bijoutiers bruxellois jouent un rôle actif dans la structuration du mouvement politique et mutuelliste de la capitale. Devenu maître bijoutier, le père s'établit à son compte à partir de 1900, mais déjà en 1876, il fait partie de la garde civique, signes d'une ascension sociale manifeste. Ce qui peut expliquer qu'Albert Marteaux fasse ses études secondaires rue du Chêne et qu'il peut entamer des études de médecine à l'ULB en 1905. La coïncidence est amusante du déménagement de la famille à Ixelles en 1906, insertion plus marquante encore dans la petite bourgeoisie, l'année même où Albert Marteaux devient secrétaire des Étudiants socialistes. La préparation militaire se faisant alors parallèlement aux études, il est milicien en 1907 et diplômé en juillet 1911, avec distinction. En 1913, il parachève son intégration en étant initié Franc-Maçon aux Amis Philanthropes.

Sa formation médicale passe par Saint-Pierre et Saint-Jean, où le Dr Depage relève d'ailleurs son indiscipline. Il se spécialise ensuite sous la direction du Pr Leclerc-Dandoy comme chirurgien urologue. De 1921 à 1925 il sera adjoint en urologie à Saint-Pierre.

La guerre déclarée, il est mobilisé comme sous-lieutenant médecin. En 1916, il est capitaine-médecin de bataillon en France. En France également, en juin 1915, il a épousé Léonie Pinchart, née comme lui en janvier 1886, institutrice à Forest. Son frère est le Dr Pinchart, dans la maison duquel, rue Lesbroussart, sera mythologiquement fondé en mars 1941 le Front de l'Indépendance. Attaché à divers hôpitaux militaires successifs, son parcours sera plusieurs fois interrompu par de très sérieuses affections, notamment d'asthme. Albert Marteaux est déclaré définitivement inapte au service en campagne en juillet 1918.

Parallèlement, le ménage est affecté par le décès de jumeaux décédés suite à des allergies au seul lait alors disponible. Le couple donnera naissance en 1929 à un garçon, Jean-Pierre, qui mènera à terme une carrière de médecin.

Dès la fin de la guerre, Marteaux est happé par l'action politique et sociale. Membre du POB, sa préoccupation première va aux habitations ouvrières à Bruxelles. Il connaît la misère des taudis de son quartier d'enfance. On le retrouve dès 1919 dans la société qui deviendra la Société nationale du Logement. Plus particulièrement, il va se faire le défenseur et le propagateur des cités ouvrières, des cités jardins, des coopératives de locataires. En particulier il attache son nom à la Coopérative de locataires de Mortebeek dont il préside le Conseil d'administration dès 1921. Un buste érigé dans la cité rappelle son action. À la fin de sa vie, il poussera à la création de la Cité Germinal à Evere mais il n'en connaîtra pas la réalisation. Dès 1921, il est élu au conseil communal de Bruxelles, dont il ne quittera plus les bancs jusqu'à son décès. Mais son véritable terrain de combat communal sera la Commission d'Assistance publique dont il intègre le Bureau. Ayant choisi en 1925 de demeurer administrateur de la CAP, il doit quitter Saint Pierre en vertu de l'incompatibilité et exercera dans les cliniques de la mutualité socialiste avant d'être nommé en 1934 chef du service d'urologie de l'Hôpital de Schaerbeek.

La santé publique, le statut des infirmières, la défense des hôpitaux publics et son grand rêve, présenté à de multiples tribunes, celui de l'intercommunalisation des CAP et des hôpitaux de Bruxelles, fondent toute l'action du médecin Marteaux.

Mais si ces préoccupations lui tiennent profondément à cœur, Albert Marteaux ouvre dès l'armistice d'autres fronts qu'il n'abandonnera jamais. Selon des axes convergents, ils combinent le pacifisme, l'internationalisme, la défense des exploités, la haine du fascisme, l'espoir en un monde démocratique et fraternel. En un mot, le champ d'action commun de la gauche entre les deux guerres. Sur ces terrains, il n'hésitera pas, à plusieurs reprises, de prendre des risques personnels.

Albert Marteaux assume pleinement son statut d'Ancien combattant au sein de la toute puissante Fédération Nationale des Combattants. Mais en octobre 1919, malgré ses statuts, la section bruxelloise de la FNC entend se présenter aux élections. Avec quelques autres socialistes, Marteaux est l'un des co-fondateurs des Anciens Combattants Socialistes, dont il devient trésorier. Ces ACS prennent d'emblée position pour le désarmement, publient un organe intitulé *L'Antimilitariste* et posent les revendications sociales des anciens combattants. En 1921, l'organisation compte 40.000 adhérents. Marteaux a des positions extrêmes en la matière, s'opposant au budget de la Défense nationale. Il démissionne de la commission militaire du POB car ce dernier vote les crédits militaires. Il quitte d'ailleurs l'organisation en 1923 quand elle rend obligatoire l'affiliation de ses membres au POB. Car il la veut « en dehors et au-dessus de partis, quoique parallèle au POB » dont il est membre revendiqué. Il demeure actif au niveau

international dans le mouvement dirigé par Barbusse et s'oppose à tout chauvinisme. Il aura d'ailleurs maille à partir avec la justice pour une altercation avec la police de Bruxelles qui entendait expulser un pacifiste allemand invité, mais pas en règle de passeport. Dans la même veine, il défendra Camille Huysmans vilipendé comme l'homme de Stockholm et refusera de s'associer, en 1924 au conseil communal, au jubilé du Cardinal Mercier «à la réputation surfaite». Son opposition à la prolongation du service militaire, à la Chambre en 1936, lui vaudra un « rappel à l'ordre » de la direction du parti.

Élu suppléant aux élections législatives de 1925, il remplace Louis Bertrand qui démissionne en février 1926, le jour de ses 70 ans. L'ironie veut que Marteaux se situe aux antipodes du grand leader réformiste. Siégeant sur les mêmes bancs au conseil communal, Marteaux est proche de Fernand Brunfaut et rejoint celui-ci à la gauche du POB. Il collabore sous le pseudonyme de AMAR au bimensuel *La Lutte des Classes*, organe unitaire marxiste, que ce dernier a publié en 1924-1925. Comme Brunfaut, il a salué la révolution bolchevique. À la fin de 1926, il est l'un des rédacteurs de *La Bataille Socialiste*, organe de la gauche du POB, dirigé par Paul-Henri Spaak auquel il se lie politiquement pour plusieurs années.

S'il est monté peu souvent à la tribune lors de sa première séquence parlementaire (1926-1929), il consacre sa première intervention, le 22 mars 1927, à la reconnaissance de l'Union soviétique où il a effectué un premier voyage à l'occasion du X^{ème} anniversaire de la révolution. Il en revient en assumant ses commentaires favorables. C'est un engagement qu'il maintiendra tout au long de sa vie. Il entretiendra des rapports amicaux avec l'ambassadeur Roubinine quand les relations diplomatiques seront établies, en 1936, tout comme avec Maiski, l'ambassadeur à Londres, pendant la guerre.

Mais un autre pays bénéficie de ses attentions, de ses indignations : agressée par le Japon, la Chine subit destructions et violences tout au long des années trente. C'est pour Marteaux l'occasion d'une rencontre qui fera date. Il s'embarque en 1933 pour Shanghai, membre de la délégation du Comité mondial contre la guerre et le fascisme (mouvement Amsterdam Pleyel) pour le Congrès asiatique de lutte contre la guerre. Il y aurait participé à des négociations pour rapprocher les forces nationalistes et communistes. Au retour, il décrira l'exploitation éhontée des ouvriers chinois et le travail des enfants. Cet engagement lui fait connaître l'Abbé Bolland, supérieur en Belgique de la Société Auxiliaire des Missions avec lequel il va créer en 1938, les Amitiés Chinoises et, en 1941, le Front de l'Indépendance. En février 1938, en compagnie d'Henri Rolin, il participe à la Conférence mondiale pour l'aide à la Chine et le boycott du Japon.

Sur le front intérieur, au sein du POB la tension s'accroît entre gauche et droite. Les grèves de 1932 ont créé un choc dans le parti : la direction s'est trouvée démunie devant

la colère sociale et elle est mise en cause. Succédant à *La Bataille socialiste*, Paul-Henri Spaak, contestataire bruyant, lance fin 1932, l'hebdomadaire *L'Action Socialiste, organe de doctrine et de combat* qui met brutalement en cause les têtes du parti. Marteaux en est le co-animateur. Le journal devient l'instrument de cristallisation d'une tendance de gauche qui s'organise et se développe, principalement à Bruxelles. On y prône la lutte des classes, un antifascisme sans concession et, avec l'évolution de la situation française, l'idée d'un Front Populaire. Marteaux est un protagoniste actif des tentatives menées pour sa création en Belgique. Dès l'instauration de la république en Espagne, la solidarité est prônée envers elle. *L'Action Socialiste* est un journal vibrant qui anime ses propres cercles de militants.

C'est alors que sa direction est contactée secrètement par l'Internationale communiste. Celle-ci avait été attentive à ce qu'elle appelait le « groupe Demblon » décédé au moment où il allait prendre la tête de liste communiste à Liège. Elle a été attentive à l'épisode de *La Bataille socialiste*, qu'elle aurait, selon les mémoires du dirigeant communiste français Vassart, contribué à financer. Avec Marteaux, admirateur de l'URSS, le contact est facilité par Xavier Relecom, ancien de *La Bataille Socialiste* et dirigeant bruxellois des JGS, passé officiellement au PC en 1928. C'est ainsi qu'en décembre 1934, venu spécialement de Moscou, Palmiro Togliatti, alors l'un des secrétaires de l'IC, rencontre à Bruxelles, en compagnie d'Andor Berei, le « résident » de l'IC pour la Belgique, les deux dirigeants de l'AS, Marteaux et Paul-Henri Spaak. Objectif : écarter l'idée de créer un nouveau parti supplémentaire à gauche, mais user de l'influence des militants AS pour infléchir de l'intérieur le POB, du moins certaines de ses fédérations où leur influence est prégnante, pour conclure des pactes d'unité d'action avec le PC. Un programme est esquissé qui comporte l'édition d'un « quotidien de masse antifasciste sans parti », une Université Populaire pour propager le marxisme et aussi la mise sur pied d'une « organisation d'auto défense de masse ». Il s'agissait donc d'obtenir la coordination de l'action de l'AS avec celle du PCB. Sur le plan théorique, les envoyés de l'IC tentent de faire comprendre qu'une prise de pouvoir « légale » est une impossibilité. Et pour l'anecdote, Paul Henri Spaak se plaint de n'avoir aucune expérience en la matière et sollicite une formation à l'action révolutionnaire !

Togliatti estime que ces rencontres constituent un succès politique important. Mais les délégués de l'IC déplorent le sectarisme de la base du PCB envers les socialistes ainsi que les illusions qu'ils partagent sur la possibilité d'une prise de pouvoir par des voies légales.

L'entrée de Spaak au gouvernement Van Zeeland en mars 1935 brise net tous les plans élaborés et ouvre l'ère d'une hostilité jamais éteinte de Marteaux envers son ancien camarade. Il poursuit la publication de l'AS, mais elle se voit torpillée par la création d'une éphémère *Action Socialiste révolutionnaire* emmenée par Walter Dauge qui rallie désormais ouvertement les trotskystes qui s'y dissimulaient. L'AS cesse de paraître en août 1936. Cela coïncide avec le retour de Marteaux au Parlement où il va mener cette

fois de virulentes batailles : la guerre d'Espagne fait rage et Hitler persécute les démocrates et les Juifs qui cherchent refuge à l'étranger, deux terrains où, de surcroît, il va pouvoir croiser le fer avec son nouvel adversaire, le ministre des Affaires Étrangères, Paul-Henri Spaak.

C'est alors qu'un tournant s'opère dans sa position envers la guerre. La montée en force d'Hitler, l'agression mussolinienne en Éthiopie, l'intervention italo-hitlérienne en Espagne, font évoluer son antimilitarisme radical vers la distinction entre guerres justes et injustes, vers l'impératif de la défense de la démocratie, la lutte résolue contre le fascisme. Marteaux intervient désormais avec force contre le « pacifisme bêlant », réclame des sanctions contre l'Italie, dénonce l'hypocrisie de la non-intervention en Espagne. Il s'élève avec violence contre la politique d'indépendance incarnée par Spaak, contre l'inertie des puissances démocratiques face aux actes criminels du Japon en Chine.

Mais il ne va pas se contenter de discours. Malgré ses ennuis de santé, le chirurgien Marteaux a acquis en 1914-1918 une expérience certaine de la médecine de guerre. Déjà en décembre 1936, il avait été appelé à Valence en consultation par le Gouvernement républicain pour le conseiller à propos du Service de Santé de l'Armée. Il représente la Belgique au sein de la Commission sanitaire internationale permanente dont il devient secrétaire en janvier 1937. Quand l'Internationale Ouvrière Socialiste décide conjointement avec la Fédération Syndicale internationale de créer à leur tour un hôpital en Espagne, Marteaux est à Onteniente d'avril à juin 1937 pour la mise en place et le démarrage de celui-ci. Il s'est chargé de rassembler le matériel mais a aussi recruté en Belgique un peloton d'infirmières et d'aides-infirmières, jeunes juives pour la plupart, que l'on désignera là-bas comme les « Mamas belgas ». L'hôpital compte jusqu'à 300 lits et 3 salles d'opération. Marteaux y fera plusieurs séjours prolongés, assumant la direction médicale en partage souvent orageux avec Jean Delvigne, le responsable administratif, finalement remplacé par Antoine Spinoy. Marteaux a convaincu le Professeur Fernand Neuman, formé par Depage à l'ambulance L'Océan en 1914-1918, chef de clinique à l'ULB, d'opérer en permanence à Onteniente. Il y réalisera plus de 100 opérations et relaiera Marteaux à la direction.

Motivé par ses convictions, témoin, acteur de cette guerre civile, Marteaux va se battre avec acharnement au Parlement mais aussi au sein du Parti pour maintenir le refus de reconnaître Burgos. Pas moins de trois congrès maintiendront la position, mais en janvier 1939, le Congrès vote la confiance à Spaak, vote que Marteaux affirme ne pas reconnaître. Mais lorsqu'en mars 1939, Spaak est placé, sans poll, en tête de liste à Bruxelles, Marteaux « refuse d'être le partenaire d'un homme qui a si souvent nié les principes fondamentaux du parti et a reconnu Burgos, malgré les votes des Congrès ». Il s'exclame, récusant le pathos sur les victimes et les lamentations sur les femmes et les enfants : « C'est une autre politique qui eut rendu cela inutile » ! Il démissionne et rejoint le parti communiste « dont le renforcement est nécessaire pour redresser le POB ».

Le PC ne manque pas de le placer second sur sa liste à Bruxelles et il est élu en avril avec plus de 4000 voix de préférence. Une fraction de son électorat socialiste l'a manifestement suivi. Ainsi peut-il développer en accord avec ses convictions et cette fois celles de son parti, et sa position sur la guerre de Finlande et sur le Pacte germano-soviétique, plaidant pour une paix juste et acceptable, pour ramener l'équilibre en Europe, voire même revendiquer la neutralité !

Il est donc député communiste en 1940, surveillé, mais protégé par sa popularité. Il demeure à Bruxelles, et comme membre de la CAP, il règle avec les autorités allemandes quelques questions pendantes en matière d'hygiène publique et assure notamment la continuité de Saint-Pierre en limitant à Brugmann les exigences de l'occupant. Il prépare dans cette période un avant-projet d'arrêté instaurant l'intercommunalisation des établissements hospitaliers dans les grandes agglomérations, mais il conserve le projet dans ses tiroirs.

Au printemps 1941, c'est naturellement vers lui que se tourne le PC quand il veut trouver le contact avec des personnalités susceptibles de constituer le Front de l'Indépendance. C'est par lui que viendront en effet l'abbé Bolland et le journaliste du *Soir* Fernand Demany. Marteaux, «Frédéric» pour la clandestinité, est donc la vitrine communiste du FI mais, archi-connu, incamouflable et déjà âgé, il est peu fait pour l'illégalité. Depuis le 22 juin 1941, il se cache dans le Brabant Wallon. Fin 1941, Pierre Daye le croit même arrêté et condamné à mort et intercède en sa faveur, en adversaire politique déclaré, auprès du Général von Falkenhausen. Il n'en est rien mais brûlé, Marteaux part pour l'Angleterre le 1 avril 1942 par le réseau Luc-Marc. D'abord enfermé à Figueras sous une inculpation de meurtre qui se dégonflera, il est transféré au camp de Miranda où il demeure huit mois. Depuis Londres, Isabelle Blume organise son ravitaillement en insuline car il souffre de son diabète. Il arrive enfin dans la capitale britannique le 12 janvier 1943. Il entend y représenter le FI, mais ne trouve aucun écho auprès du gouvernement. Il met sur pied un Front pour la Libération, pendant londonien du FI, avec notamment les professeurs de l'ULB Cox et Bigwood. Mais la Défense Nationale interdit aux militaires et militarisés d'y adhérer. C'est l'arrivée, en fin d'année, de Marcel Grégoire à Londres qui y officialisera la présence du FI et portera par la même occasion Marteaux, «délégué officiel» en avant à ses côtés. En attendant, il joue un rôle effacé, discute régulièrement avec Buset et Gailly de l'unité ouvrière, sans dépasser le stade des évocations. Il participe au Bureau Parlementaire belge qui réunit régulièrement tous les élus présents en Grande Bretagne ainsi qu'au Conseil consultatif concédé par le gouvernement et qui remplit théoriquement une fonction de contrôle sur les actes de ce dernier tout en jouant aussi le rôle d'une opposition parlementaire. Membre de la Section sociale de la CEPAG (Commission pour l'étude des problèmes d'après-guerre), il n'y intervient pas. Mais à deux reprises au moins, Marteaux va

encourir les foudres du Premier Ministre. D'abord quand il met en cause, sur base de son expérience de 1914-1918, le ravitaillement envoyé par le Gouvernement au pays occupé, en arguant du fait que ces denrées sont soit attribuées aux organismes d'Ordre Nouveau, soit envoyées en Allemagne. Ensuite, en janvier 1944, dans une interview au *Daily Herald*, Marteaux se livre à une charge violente contre Léopold III, « le Quisling belge », et exige son abdication ainsi que l'instauration d'une régence. Pierlot lui intimera de s'abstenir d'aborder encore le sujet dans la presse !

De fait, il va peu à peu se préoccuper de l'organisation de la santé à la libération mais cette activité ne sera finalisée qu'en avril 1944 sous une forme qui peut faire sourire. C'est en effet son vieil adversaire Paul-Henri Spaak, alors Ministre titulaire de la Santé Publique, qui organise le (minuscule) Département compétent pour la mise au point générale de tous les aspects du secteur médico-social, y compris les mesures légales à prévoir ainsi que la tutelle des œuvres parastatales (Croix Rouge, l'ONE etc..). Après l'avoir nommé en avril Chargé de Mission, le Ministre désigne, le 17 mai 1944, Marteaux comme unique Conseiller au Cabinet du Département, ayant autorité sur le Secrétaire de ce même Cabinet. Il prendra des contacts utiles avec les Anglais et les Américains mais ne pourra pas conduire très loin les préparatifs du retour.

Rentré le 10 septembre 1944, Marteaux est l'un des orateurs follement acclamé du premier meeting du Parti Communiste, le 14 septembre, dans un Cirque Royal comble et enthousiaste. Il prône et annonce des changements radicaux, alors que le Secrétaire du Parti, Edgar Lalmand, dont c'est la première apparition publique, s'exprime en termes plus prudents. Dans le ministère d'union nationale que forme Pierlot le 27 septembre, l'un des deux mandats attribués au PCB lui échoit comme Ministre de la Santé Publique. Sa personnalité s'impose par sa compétence et son expérience : à la fois résistant et Londonien, seul parlementaire communiste survivant ou présent à Bruxelles, personnalité populaire ayant depuis toujours bataillé au service de la santé publique. Il est le ministre idéal pour ce département. Mais cette première investiture sera brève puisque les communistes quittent, seuls, le gouvernement Pierlot après sept semaines à peine d'une existence très mouvementée. Au Bureau Politique, où il vient d'être nommé, Marteaux se prononce dès la fin octobre, pour la démission, afin de « ne pas être complice de l'incapacité dont fait preuve le gouvernement ». La rupture intervient sur le sort de la Résistance. Il faudra attendre le démarrage des cabinets d'Achille Van Acker en février 1945 pour retrouver les communistes dans ses gouvernements successifs, ainsi que dans le cabinet Huysmans qu'ils quitteront en mars 1947. Marteaux demeure donc à la Santé Publique vingt-cinq mois d'affilée. Entretemps il aura été réélu député en février 1946, en seconde position sur la liste, derrière Lalmand, ainsi qu'en novembre, conseiller communal de Bruxelles.

Veuf depuis son retour en 1944, il épouse, le 27 décembre 1946, Renée Lambeau (1899-1988), veuve d'un riche industriel, mère de Jacques Leten, dirigeant national des Étudiants Socialistes Unifiés (communistes) sous l'occupation, mort en 1942 à Mauthausen. Même soumis aux règles financières strictes que le PCB impose à ses élus, il jouit donc d'une indépendance financière totale, ce n'est pas sans importance.

Le voilà donc face à une tâche immense. La guerre et l'occupation ont créé des urgences : rééquipement des hôpitaux, manque criant de personnel sanitaire qualifié ; typhus, endémie vénérienne, poliomyélite ainsi que tuberculose sévissent. La guerre se poursuit, mais dès le mois de mai s'opère le retour des prisonniers dont la plupart réclament un encadrement médical indispensable.

Nous sommes aussi à un grand tournant : la santé publique, c'est à dire l'intervention directe de l'État dans une politique de santé, est une donnée nouvelle qui a très peu préoccupé le législateur, le corps médical, et même l'Université. Depuis la loi de 1925, le passage a été à peine entamé de la bienfaisance à l'assistance et, acquis tout récent, la sécurité sociale ouvre de larges possibilités à mettre en œuvre.

Mais les moyens mis à disposition sont infimes et leur utilisation rationnelle est entravée par la dissémination, la parcellisation, la confessionnalisation et la concurrence entre réseaux pilarisés.

Sa pratique à la direction de la CAP bruxelloise l'a confronté depuis longtemps à ces problèmes. Il veut donc tenter une politique globale et réfléchie par une répartition des missions entre tous les organismes existant, tout en visant à une réorganisation des institutions publiques. Pour lui la politique la santé doit s'inscrire dans une perspective d'amélioration des conditions de vie de toute la population : le logement, l'hygiène, le sport en font partie.

Il va donc lutter pour le développement du sport et crée à cet effet une Direction générale de l'éducation physique, des sports et des œuvres de plein air. Sur le plan anecdotique, sa volonté d'affecter l'hippodrome de Boitsfort à un espace dédié exclusivement au sport pour les jeunes constituera l'un de ses dadas... inassouvi ! Il plaide pour un réseau des plaines de jeux, de campings, auberges de jeunesse, piscines et installations de plein air. Hofstade sera ainsi ouvert au public.

Enfin aux commandes, Marteaux va faire avancer son projet de toujours. La première étape est le vote de la loi du 8 juin 1945, autorisant les conseils communaux à créer des intercommunales à but spécial, idée qu'avait défendue sans succès Émile Vandervelde, premier ministre de la Santé publique en 1936. Marteaux la reprend, la fait adopter et va la faire appliquer par l'arrêté-loi du 31 décembre 1946 sur l'intercommunalisation des Commissions d'assistance publique de l'agglomération bruxelloise. Cette idée, soulignons-le, appuyée par les Facultés de médecine, va soulever la fronde des bourgmestres, libéraux en tête. Marteaux résiste, stigmatisant les « mesquines

préoccupations de clocher ». Il ajoute : [n'allons pas nous] « comporter comme de médiocres politiciens de carrefour, dominés par des considérations électorales partisans : il s'agit d'une chose sérieuse : le bien être d'un pays devant lequel s'effacent toutes les autres considérations ». Le texte paraît au Moniteur le 20 février 1947, mais sitôt les communistes partis, l'arrêté sera suspendu en avril 1947... Cinquante ans après, le réseau IRIS réalisera le vœu de Marteaux.

D'autres décisions seront définitivement acquises : le statut légal de la profession d'infirmière ainsi que la réorganisation des études menant au titre, la fixation définitive de l'ordre des médecins, la « loi sanitaire » donnant autorité au pouvoir exécutif de prendre toutes les mesures dans le domaine de la prophylaxie des maladies transmissibles, de l'hygiène de l'habitation et de l'assainissement des localités. Cette dernière a un impact considérable sur la distribution de l'eau et l'organisation des égouts, dont l'état était déplorable ou parfois inexistant. Osant affronter les catholiques qui considéraient la famille comme de leur ressort exclusif, il crée un Conseil supérieur de la Famille, pluraliste, organisant le support de l'État à celles-ci. Il bataille aussi pour étendre et renforcer l'inspection médicale scolaire.

Hors de ce champ, notons qu'ayant retrouvé son vieil ami / adversaire Paul-Henri Spaak comme collègue ministériel, il sera choisi par ce dernier pour l'accompagner à San Francisco dans la délégation belge à la première session de l'ONU.

Mais alors qu'il poursuit une politique incarnant une vision d'ensemble de la santé publique, dont on ne lui donne pas les moyens, il est peu ou pas soutenu par son parti dont il essuie les reproches de ne « pas mener une politique communiste », sans que jamais cependant une impulsion, une idée, une direction d'action n'émane de la direction...

Une fois sorti du gouvernement en mars 1947, le député Marteaux, paraît ne plus être partie prenante de la vie du PC. Il assume divers engagements, vis à vis de l'Espagne républicaine, préside le Comité belge d'aide à la Grèce démocratique. Mais il est fréquemment absent du Bureau Politique. Dès 1948 se pose « un cas Marteaux » à la direction du PC. Beaucoup murmurent que sa mort le 15 mai 1949 interrompt un processus de distanciellement qu'il avait entamé. Venu au PC, parce que celui-ci incarnait à ses yeux la solidarité envers les grandes causes unitaires des années 1930 et la défense des exploités, conforté par le rôle joué par son parti dans la résistance, Marteaux ne pouvait se sentir chez lui malgré son attachement à l'URSS, au sein du parti de la guerre froide. Ni idéologue, ni homme d'appareil, l'isolement devait être insupportable à cet homme de masse, réalisateur et gestionnaire, dans la grande tradition sociale-démocrate. Aux yeux des dirigeants communistes de l'époque il devait apparaître tôt ou tard comme suspect. Venu seul au PC en période difficile ; il y demeura relativement isolé. Son ami Relecom écarté, il vécut aux côtés de militants dont la culture politique et

les références étaient autres. Isabelle Blume, tant qu'il vécut, et Fernand Brunfaut, autres têtes potentielles d'un ralliement de la gauche socialiste aux communistes, étaient demeurés dans la vieille maison.

D'un abord carré, ne mâchant pas ses mots, le ministre avait gardé son langage de carabin : rebelle partout et toujours, ses colères étaient tempétueuses, mais ajoutaient sans doute à sa popularité.

Aux grandioses funérailles qui marquèrent son décès, les paroles ne furent pas que de circonstances qui célébraient le lutteur, le « bourru-bienfaisant », mais surtout la foule innombrable indiquait que le personnage avait pu toucher les cœurs par-delà les clivages pourtant déjà resserrés qui marginalisaient les communistes.

Albert Marteaux était Officier de l'Ordre de Léopold II avec palme ; et avait reçu la Croix de guerre avec palme, la Médaille de la Résistance, la Croix des Évadés. Il était Commandeur de l'Ordre de l'Étoile Noire (France) et avait reçu en 1938 des décorations chinoises : Commandeur de l'Ordre de Jade et de l'Ordre de l'Étoile brillante.

José Gotovitch

Écrits :

Albert MARTEAUX, *Pour la santé de notre peuple*, Bruxelles, SPE, 1946. Albert Marteaux, *La vérité sur la Finlande*, Bruxelles, s.d. [1940].

Sources :

AGR, Archives des cabinets du Premier ministre Hubert Pierlot à Londres, 936. France Marage, *Entre deux lignes - Albert Marteaux 1886-1949 - Antifasciste, Médecin, Ministre*, mémoire de licence en histoire, ULB, 1997; Collectif, *Mémoire de la gauche, Albert Marteaux 1886-1949*, Cahiers Marxistes, n° 213, octobre-novembre 1999 ; Papiers A. Vienne (APA) ; Jacques Lemaître, *Docteur Albert Marteaux, ministre de la Santé et de la Famille*, manuscrit, 53 p. ; R. D'Hoedt, *L'activité d'Albert Marteaux, Ministre de la Santé Publique*, in *Bulletin de l'UAE*, n°277, septembre 1960, pp. 9-13 ; G. Fischer, *Ixelles et le Front de l'Indépendance*, Cercle d'histoire locale d'Ixelles, 1991 ; Aldo Agosti, *Togliatti negli anni del Comintern (1926-1943). Documenti inediti dagli archivi russi*, Fondazione Istituto Gramsci, Rome, 2000 ; José Gotovitch, *De Belgische socialisten in Londen*, Anvers, Standaard Uitgeverij , 1981; José Gotovitch, *Du Rouge au Tricolore*, Bruxelles, Labor,1992.